

Section Thématique 13

« Banaliser » un objet socio-historique. Les gauches alternatives dans les années 1968, et leurs devenir

Hugo Melchior

Doctorant CERHIO UMR6258 Université Rennes 2

hugo.melchior@yahoo.fr

**« Déserter le ghetto étudiant et aller aux masses, voilà le mot d'ordre ! »
ou comment se lier à la classe ouvrière dans les années 68 à Rennes**

Introduction

Bien qu'ayant connu une croissance significative¹ de leurs effectifs militants, à la fois pendant les événements de mai-juin 68² et surtout dans les mois qui suivirent, sans pouvoir prétendre pour autant au statut d'organisation de masse, les groupements évoluant au sein du champ politique radical en France³ n'ont pas connu, pour autant, une modification sensible de leur sociologie militante.

Se caractérisant par la petitesse de leur assise numérique, les organisations, revendiquant chacune le statut d'avant-garde révolutionnaire, continuèrent à être confrontées aux mêmes problèmes épineux qui existaient avant cette paralysie sans précédent de l'économie française. D'abord, l'extrême jeunesse de leurs forces militantes respectives, au point que leurs rares militants trentenaires étaient déjà considérés par leurs camarades comme de « vieux » militants. Puis, et c'est fondamental pour ce type d'organisation révolutionnaire, la position d'extériorité à l'égard d'un monde du travail occupant pourtant une place centrale dans leur cadre d'interprétation et d'appréhension du monde, du fait du rôle historique attribué à une classe ouvrière, à la fois moteur de l'histoire contemporaine et force motrice de la révolution communiste à venir.

Dès lors, comment opérer une indispensable transmutation sociologique, autrement dit comment construire un parti révolutionnaire de masse, au programme ouvrier, enraciné profondément dans la classe ouvrière, dans le mouvement réel des masses à partir d'organisations essentiellement implantées dans le secteur de la jeunesse scolarisée ? Comment réussir à pénétrer à l'intérieur de la classe ouvrière, indépassable sujet révolutionnaire dans la société capitaliste, alors que la grande majorité des jeunes militants de ces organisations lui est étrangère socialement, du fait de leur statut de jeunes travailleurs intellectuels en formation ? Comment parvient-on à passer de l'université à l'entreprise, par-delà la division sociale du travail ? Comment réussir à modifier radicalement la composition sociale jugée totalement anormale de ces organisations révolutionnaires, et être en mesure de disputer l'hégémonie culturelle aux partis réformistes pour soustraire la majorité de la classe ouvrière à leur emprise et par là même résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ?

Lutte Ouvrière est la seule organisation révolutionnaire présente dans l'ensemble français qui à ce moment là est en mesure de se targuer de disposer, à l'échelle confidentielle qui est la sienne, d'une densité ouvrière réellement conséquente, au point qu'elle n'hésite pas à se définir, elle-même, en 1970, comme « une tendance prolétarienne »⁴ pour bien souligner ce qui la distinguait fondamentalement dans le champ politique radical, à savoir être une « organisation de classe » parce que majoritairement ouvrière. Toutes les autres organisations révolutionnaires, quant à elles, se sont retrouvées rapidement confrontées à ces questions décisives, qui soulignent cette contradiction principale entre le programme politique ouvrier défendu par ces organisations révolutionnaires et la composition sociale fondamentalement non ouvrière de celles-ci.

¹ Significative au regard évidemment de l'assise numérique qui était la leur à la veille de cette période d'exception politique que fut mai-juin 1968, c'est-à-dire à peine quelques centaines de militants dans toute la France. La barre symbolique des 1000 militants fut ainsi dépassée largement dans toutes les organisations révolutionnaires et notamment chez les organisations trotskistes qui parvinrent à rassembler un nombre de militants sans précédent, quand on sait que le Parti Communiste Internationaliste de Pierre Frank ne rassemblait que quelques dizaines de personnes à peine à l'heure de l'entrisme clandestin au sein du PCF et du PSU au début des années 1960.

² Xaxier Vigna et Jean Vigreux, *Mai-Juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, EUD, 2010.

³ Karel Yon, « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 » *Politix*, vol.18, 2005, p. 137-167.

⁴ « Lutte ouvrière ou la tendance prolétarienne », cahiers rouges, série « Marx ou crève », 1970.

Pour beaucoup de militants révolutionnaires⁵, le mouvement de grèves de mai-juin 1968, événement politique sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier français et européen, constituait une césure historique incontestable. Elle ouvrait, selon eux, une nouvelle période historique. Celle-ci se caractérisait d'abord par l'actualité, voir l'imminence de la révolution en France⁶. Le président Mao, lui-même, au début des années 1970, disait que « la tendance était à la révolution ».

Dès lors, l'enjeu à court moyen terme devait consister à s'extraire du ghetto étudiant pour se lier organiquement aux masses prolétariennes là où elles éprouvaient leur quotidienneté laborieuse, autrement dit dans les entreprises capitalistes du secteur productif secondaire et tertiaire ou à la campagne. Et cela afin d'enraciner l'organisation dans le mouvement ouvrier réel et par là-même conjurer cette distance sociale qui, à n'en pas douter, empêcherait a priori celle-ci de pouvoir prétendre à la relève des directions réformistes, qui avaient, elles, renoncé à défendre toutes perspectives de rupture révolutionnaire avec le capitalisme. Il fallait d'urgence proposer une direction révolutionnaire de rechange aux masses. Comme le souligna justement l'historien Jean-Paul Salles au sujet des militants révolutionnaires dans les années 1960 : « La classe ouvrière est le moteur de l'histoire et c'est donc là qu'il faut être »⁷.

Pour les militants révolutionnaires, il est certain que le parti révolutionnaire, indispensable « outil de la victoire »⁸, pour pouvoir conquérir le pouvoir central en s'appuyant sur le mouvement réel des masses et en assumant le rôle essentiel de dirigeant, se devrait d'être solidement implanté dans la classe ouvrière elle-même. La jeunesse scolarisée ne constituant en aucun cas un sujet historique de substitution, se cantonner volontairement dans ce milieu où les militants révolutionnaires paraissaient effectivement comme des poissons dans l'eau, c'était se condamner à la même impuissance politique que pendant cette période d'exception politique que fut mai-juin 1968. Aussi, contrairement à ce qui s'est passé pendant ces dix semaines qui ont ébranlé la France, les organisations révolutionnaires sont désireuses de ne pas se retrouver à nouveau en dehors du monde salarial, lorsque la porte étroite de la crise révolutionnaire apparaîtra, en demeurant cantonnées à sa périphérie au sein de la jeunesse intellectuelle radicalisée. Elles ne souhaitaient plus demeurer « extra-muros », obligées d'intervenir systématiquement depuis l'extérieur des entreprises avec l'espoir de construire avec les salariés insubordonnés des « rencontres improbables »⁹, ou des camaraderies impossibles, à travers un processus accéléré de déssectorisation sociale.

Le problème épineux de l'extériorité sociale des militants révolutionnaires à l'égard du monde du travail s'est posé à l'échelle d'une ville universitaire¹⁰ et de « robe » comme Rennes dans la première moitié des années 1970. Aussi les mouvements révolutionnaires donnant une place centrale à la question du rapport à la classe ouvrière, il est nécessaire d'insister sur les particularités de celle-ci à Rennes et aux-alentours, comme à Fougères.

Dans les années 1968, la classe ouvrière à Rennes demeure à la fois peu importante numériquement

⁵ Cela ne sera pas le cas pour les militants de Lutte Ouvrière qui s'efforceront de ne pas surévaluer la portée de l'événement que représente ces huit semaines qui ébranlèrent la France. Il en sera de même pour les militants de Rennes-révolutionnaire.

⁶ Daniel Bensaid, Henri Weber, *Mai 1968 : une répétition générale ?*, Maspero, 1968.

⁷ S'établir en usine dans les années 1970 : Expérience maoïste, expérience trotskiste : Table ronde avec Marnix Dressen ex-militant du PCR(ml) et auteur d'une thèse de sociologie sur l'établissement des militants maoïstes, Alain Ponvert ex-militant de la LCR, Stéphanie Rizet auteure d'une thèse de sociologie sur le militantisme à la LCR et Jean-Paul Salles auteur d'une thèse d'histoire sur la LCR. *Revue électronique dissidences*, Numéro 3 - Printemps 2012, 3 novembre 2011.

⁸ Claude Pannetier, Bernard Pudal, « Du parti bolchevik au parti stalinien » in *Le Siècle des communismes*, codirection avec Bruno Groppo, Roland Lew, Bernard Pudal, Michel Dreyfust, Serge Wolikow, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p.500.

⁹ Xavier Vigna et Michelle Zancarini-Fournel, Les rencontres improbables dans « les années 68 », *Vingtième Siècle*. Revue d'histoire 2009/1 (n° 101), p. 163-177.

¹⁰ Avec Grenoble et Toulouse, Rennes apparaît comme l'une des villes françaises où la proportion d'étudiants par rapport au nombre d'habitants est la plus importante. La progression du nombre d'étudiants inscrits à l'Université de Rennes au cours de cette première décennie de massification de l'enseignement supérieur et de la relative démocratisation qui la sous-tend est tout à fait significative. En effet, le nombre d'étudiants rennais passe de 15 445 en 1965 à 27 646 en 1972, alors que la ville compte 198 000 habitants en 1975. Ainsi, c'est entre 15% et 20 % de la population rennaise qui est étudiante dans les années 1970.

et relativement peu concentrée. Capitale administrative, au centre d'une vaste région rurale et périphérique, Rennes a toujours été une ville sous-industrialisée. Aussi, sa principale concentration ouvrière, l'usine de Citroën, était située non pas à Rennes même, mais au lieu-dit de La Janais à quinze kilomètres, sud ouest. S'étalant sur plus de deux cents hectares, elle fut inaugurée en 1961 en présence du Général de Gaulle et devint rapidement le premier employeur du secteur productif privé en Bretagne avec plus de treize milles ouvriers au début des années 1970.

Elle eut pour singularité, et c'est fondamental, de faire travailler des ouvriers au profil social singulier. En effet, il s'agissait le plus souvent d'ouvriers issus et encore établis à mi-temps dans le monde rural et paysan, vivant souvent à vingt, trente, cinquante kilomètres de l'usine Citroën¹¹, pour qui, malgré la dureté des conditions de travail, l'accès au salariat en usine constituait une promotion sociale, avec un revenu monétaire régulier pouvant servir de complément appréciable aux revenus du travail de la terre. Au grand dam des organisations syndicales traditionnelles, ces « ouvriers hybrides », mi-paysans, mi-prolétaires, étaient dans leur grande majorité sans tradition d'organisation syndicale, souvent influencés, eux aussi, par le discours anticommuniste de l'Église et des droites à l'influence hégémonique dans les campagnes d'Ille-et-Vilaine. C'est donc à un monde ouvrier très particulier, fortement éloigné des clichés du métallurgiste CGT, militant au PCF, auquel se confrontèrent les militants révolutionnaires rennais dans les années 68. En effet, contrairement à une ville ouvrière comme Le Mans, bastion de la CGT, en Ille-et-Vilaine le syndicat cégétiste souffrait notamment de la très faible implantation du Parti Communiste sur la longue durée dans le département¹², contrairement aux autres départements bretons.

A l'inverse, concentrant une classe ouvrière industrielle bien plus ancienne, que celle du bassin rennais¹³, avec notamment ses deux entreprises emblématiques de la chaussure que sont JB Martin et Bertin, Fougères, ville la plus ouvrière d'Ille-et-Vilaine¹⁴, « Fougères l'ouvrière »¹⁵, située à quarante kilomètres au nord-est de Rennes, se distingua sur le plan de la conflictualité usinière avec de grandes vagues de grèves dès les années trente. Le prolétariat fougerais, syndiqué notamment à la CFDT dans le monde de la chaussure, bien qu'encore marqué, lui aussi, par des liens importants avec le monde rural, se montra également capable de mobilisations éruptives au cours des décennies 1960 et 1970, marquées, toutes les deux, par une insubordination ouvrière intense en France¹⁶. Ainsi, au début de l'année 1968, dans les pas des ouvriers de Caen et de Redon, la classe ouvrière de Fougères, en se mettant à son tour en mouvement contre les fermetures d'usines et le début de la remise en cause du tissu industriel local, annonça d'une certaine façon la grève généralisée et prolongée du printemps de la même année¹⁷.

¹¹ Les ouvriers n'habitant pas pour la plupart à proximité du site de Citroën et vivant isolés les uns des autres, ce qui n'était pas pour déplaire à la direction de l'entreprise méfiante à l'égard du « collectivisme » dans l'habitat, cette dernière fut obligée de mettre en place un système de ramassage quotidien pour acheminer les ouvriers jusqu'à l'entreprise et les ramener ensuite chez eux.

¹² Inexistant dans le département avant la guerre 1939-1945 (3,4% des voix aux élections de 1936), le PCF a pris son essor et connu ses scores les plus flatteurs à la Libération. En novembre 1946, avec 16,58% des voix, il rejoint le PS (16,61%) et atteint son point culminant. A partir de là, il régressa régulièrement : 13,2% en 1956. Il conserve néanmoins son siège de député que lui confère le système proportionnel, siège qu'occupera de 1945 à 1958 avec un certain lustre Astier de la Vigerie. A l'avènement de la 5^{em} république, en 1958, la restauration du scrutin uninominal majoritaire à deux tours, coïncidant avec un repli important et généralisé des communistes, lui enleva toute représentation parlementaire. Il perd trois points aux élections législatives en novembre 1958 (10,26%) et 10 000 voix. De ce jour, il entama une période difficile pendant laquelle -15 ans- il ne pourra « décoller » du seuil fatidique des 10%. En juin 1968, il connaîtra le fond de l'abîme avec 8,65% des suffrages exprimés. Aussi pendant la décennie 1970, il est totalement absent de l'échiquier politique du département, ne possédant aucun parlementaire, pas davantage de conseillers généraux ou de maires. Tout au plus, le PCF peut se prévaloir d'une vingtaine de conseillers municipaux disséminés dans les communes rurales et élus sur les listes « républicaines ».

¹³ A la fin du XIX^e siècle, la ville de Fougères comptait déjà, dans le domaine de la chaussure, plus de 12 000 ouvriers répartis dans 40 usines. En 1920, alors que la production a explosé pendant la Belle Époque, la ville comptait 98 usines.

¹⁴ On compte 10 000 ouvriers pour une population de 25 000 habitants à la fin 1968.

¹⁵ Gérard Fourel et Marc Baron, *Fougères l'ouvrière*, Fougères, l'association La Sirène, 2013.

¹⁶ Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68, essai d'histoire politique des usines*, PUR, 2007.

¹⁷ Le 26 janvier 1968 de nombreux fougerais, dont une grande majorité travaille dans l'industrie de la chaussure à JB Martin, défilent derrière dix cercueils symbolisant les dix usines qui ont fermé dans la ville l'année passée.

Il convient de souligner, enfin, qu'historiquement à droite¹⁸, le département avait toujours su résister à la pénétration des extrêmes de droite comme de gauche. Ni le PCF, ni les organisations révolutionnaires se situant à sa gauche¹⁹, ni les organisations nationalistes, que ce soient les ligues antiparlementaires, les partis collaborationnistes pendant les années noires (le Rassemblement National Populaire, le Mouvement Social Révolutionnaire, le Parti Populaire Français, le Francisme...), ni le FN ne sont parvenus à s'implanter réellement dans ce département de vieille tradition catholique, qui, depuis les années 1950, se trouva confronté à un processus de déchristianisation accélérée. Celui-ci créa en réaction les conditions de l'émergence d'un vote socialiste à vocation majoritaire dans le département²⁰.

Les trois principales organisations révolutionnaires présentes à Rennes dans les années 1968, qu'elles fussent marxistes-révolutionnaires²¹ (Ligue Communiste) ou marxistes-léninistes²² (Humanité Rouge/Parti Communiste Marxiste Léniniste et Rennes Révolutionnaire), ne disposaient nullement d'une morphologie sociale contredisant la tendance générale constatée à l'échelle nationale. Elles aussi étaient d'abord et avant tout implantées dans le monde des lycées et des facultés, autrement dit étaient des organisations à base de jeunesse scolaire et étudiante, se caractérisant a contrario par l'absence de diversité sociale réelle. Ainsi, une synthèse²³ réalisée par les Renseignements Généraux sur les organisations révolutionnaires en Ille-et-Vilaine, datant de Juillet 1972 et constituée principalement d'un répertoire non exhaustif de ce qui leur apparaissait à ce moment là comme leurs principaux militants, mis en lumière de façon l'homogénéité sociale remarquable de celles-ci, et *de facto* « la dominante scolarisée » dans leur composition sociale respective²⁴.

¹⁸ Jacqueline Sainclivier, *l'Ille-et-Vilaine, 1918-1958. Vie politique et sociale*, Rennes, PUR, 1996.

¹⁹ « Les gauches alternatives », pour reprendre une expression d'Isabelle Sommier et de Florence Joshua, se définissent comme « l'ensemble des sensibilités politiques qui prônent une rupture avec le système capitaliste en procédant à la critique plus ou moins radicale de la gauche institutionnelle ».

Nous pouvons également recourir à la notion de « secteur révolutionnaire » qui, selon nous, a l'intérêt d'insister sur le caractère triplement révolutionnaire de ces différentes organisations (à l'exclusion des organisations anarchistes qui rejettent absolument la forme parti issue de la théorie léniniste de l'organisation), que ce soit au regard du projet politique (abolition du salariat, suppression du patronat, socialisation des principaux ou de la totalité des moyens de production, planification de l'économie, République des conseils...), de la méthode envisagée pour accéder au pouvoir (conquête extra-légale, extra-institutionnel du pouvoir et recours assumé à la violence révolutionnaire armée contre l'appareil d'État bourgeois) ou encore de l'outil devant être employé pour y parvenir (nouveau parti communiste d'avant garde construit essentiellement sur les ruines des « vieux appareils réformistes » qui permet de résoudre la crise du facteur subjectif, autrement dit la crise historique de la direction révolutionnaire du prolétariat national et mondial).

Pour le dire autrement, les différentes organisations appartenant à ce « secteur révolutionnaire », par delà les divergences insurmontables qui peuvent exister entre elles, se différencient fondamentalement des partis de la « gauche institutionnelle », PCF et PS, et c'est ce qui fait qu'elles s'inscrivent toutes au sein d'un même « consensus politique », par leur programme, mais aussi par leur façon d'envisager les modalités d'accès au pouvoir (rejet de l'illusoire transition pacifique au socialisme, de l'électoratisme, du parlementarisme, défense d'une conquête violente du pouvoir central, dictature de prolétariat...) et par le fait que, loin de se contenter de simples critiques acerbes, elles revendiquent vouloir prendre la relève des partis de la gauche institutionnelle ayant fait définitivement faillite à leurs yeux, et par là-même engendrer une recomposition radicale du champ politique à gauche à leur profit.

²⁰ Largement minoritaire dans ce département classé historiquement à droite, le PS n'en est pas moins devenu pendant les années 1970 l'une des principales forces politiques. En effet, son renouveau à partir de 1971 va lui permettre d'amorcer un rapide redressement. Celui-ci consolida son appareil, accentua sa propagande, multiplia les sections grâce aux adhésions nouvelles (150 en 1972, 300 en 1973, 650 en 1974) et tira de successives consultations électorales des satisfactions non négligeables. Ainsi, en mars 1973, il obtint aux élections législatives 16,5% des suffrages exprimés, soit 9,20% de mieux par rapport à juin 1968. La progression est remarquable dans les deux circonscriptions de Rennes et plus particulièrement à Rennes même, autant de signes qui annoncèrent la conquête à venir de la mairie de Rennes et de Saint-Malo en 1977.

²¹ Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, Paris, coll. « Que sais-je ? », 2002.

²² Christian Beuvain et Florent Schoumacher, « Chronologie des maoïsmes en France, des années 1930 à 2010 » *Revue Dissidences*, n°8, juin 2012.

²³ AD 35, 508W003, note du service régional des Renseignements généraux, « Les mouvements révolutionnaires en Ille-et-Vilaine », juillet 1972.

²⁴ Si cette étude, achevée en juillet 1972, est sans aucun doute incomplète, comme les Renseignements Généraux l'ont eux-mêmes reconnu, celle-ci permet toutefois de se faire une idée précise quant à l'assise numérique et la sociologie de ces trois organisations révolutionnaires présentes à Rennes dans ces premières années post-68. Ainsi, en 1972, sur vingt

Ces militants sont également représentatifs des masses étudiantes présentes à Rennes du fait de leur origine géographique. Ils sont pour la grande majorité d'entre eux issus des départements limitrophes à forte dominante rurale, essentiellement des trois autres départements breton. Il y a très peu de militants natifs de Rennes. Aussi participent-ils à la fois au rajeunissement de la capitale bretonne et à sa croissance démographique pendant ces décennies 1960, 1970.

Il est nécessaire de souligner également, pour infirmer les discours proférés à l'époque par nombre de dirigeants communistes²⁵, stigmatisant les militants révolutionnaires comme étant tous des « fils à papa » et « des héritiers », que si l'immense majorité de ces militants révolutionnaires appartenaient, du fait de leur statut d'étudiant ou de lycéen, à la catégorie « petit-bourgeois »²⁶, il n'en demeure pas moins que la grande majorité d'entre eux pouvaient se prévaloir, du fait de leur origine sociale, de liens intimes avec les milieux populaires²⁷, que ce soit le milieu ouvrier ou celui des classes moyennes traditionnelles, autrement dit celle de la petit-bourgeoisie indépendante (monde de l'artisanat, des petites exploitations agricoles, de la boutique). A l'inverse, bien qu'il y ait eu quelques fils de médecins, de cadres ou d'enseignants à l'université, ces militants n'appartenaient que très rarement aux couches supérieures de la société fortement dotées en capitaux.

Les militants révolutionnaires, étudiants à Rennes, n'étaient en rien une aristocratie de naissance, mais au contraire apparaissaient à l'image des autres étudiants, ayant connu des trajectoires sociales analogues. Aussi ces militants de condition plutôt modeste, voir très modeste, étaient le plus souvent les premiers de leur famille à obtenir le baccalauréat et à poursuivre des études supérieures, bénéficiant par là même d'une mobilité sociale ascendante, relative ou forte.

La méritocratie scolaire faisait son œuvre et ces militants, bénéficiant pleinement de la démocratisation accélérée du secondaire et du supérieur, participaient au phénomène social, commencé depuis le début des années 1960, de pénétration massive dans l'enseignement supérieur de jeunes gens issus, sinon massivement de la classe ouvrière au sens stricte, des classes moyennes.

Aussi il nous apparaissait évident que ces organisations, dans le cadre de leur propre développement, ne pouvaient faire l'économie d'une réflexion sur les rapports entre avant-garde et masses, sur les modalités de prolétarianisation de leur organisation respective et sur la façon de mettre en œuvre ces politiques volontaristes en partant des réalités locales qui s'imposaient à elles. Et cela d'autant plus que le simple jeu du vieillissement social des militants n'allait pas permettre de résoudre le problème de la prolétarianisation, puisque les militants bien plus présents dans les filières « littéraires » de l'université n'intégreront pas la classe ouvrière au sens large, comme cela aurait été le cas si elles avaient été largement implantées dans les collèges et lycées techniques.

Nous avons donc cherché à savoir si ces trois organisations révolutionnaires présentes à Rennes avaient effectivement mis en œuvre officiellement dans les années 1968 des stratégies de construction de l'organisation dans une perspective de prolétarianisation accélérée de celle-ci, autrement dit, si elles avaient cherché à renforcer leur implantation au « cœur de la classe », en s'arrachant de leur milieu d'origine « petit-bourgeois ».

En nous appuyant dans un premier temps exclusivement sur les archives des Renseignements Généraux, nous pensions à la lecture minutieuse de ces sources écrites en avoir identifié trois

militants identifiés au sein du PCMLF, nous pouvons constater que tous possèdent le statut d'étudiant, tandis que sur les soixante militants de Rennes-Révolutionnaire, alors que le mouvement d'établissement a commencé depuis déjà un an et demi au moins et concerne un nombre conséquent de militants ayant décidé d'arrêter prématurément leurs études, trente-trois ont le statut étudiants. Enfin, à la LCR sur 48 militants titulaires en cellules, 41 sont étudiants.

²⁵ Le discours exemplaire en la matière restant celui de George Marchais dans l'Humanité, daté du 3 mai 1968. Dans cet article le numéro deux du Parti Communiste Français, présentant ces groupements révolutionnaires comme des alliés objectifs, voir des idiots utiles du pouvoir gaulliste, souligne les origines bourgeoises, selon lui, de leurs militants et par là même l'insincérité de leur engagement en faveur de la classe ouvrière : « Les thèses et l'activité de ces "révolutionnaires" pourraient prêter à rire. D'autant qu'il s'agit, en général, de fils de grands bourgeois – méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière – qui rapidement mettent en veilleuse leur "flamme révolutionnaire" pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme. »

²⁶ La catégorie de « petit-bourgeois » est débarrassée ici de toute connotation péjorative.

²⁷ Créée en 1969 par un décret d'application de la loi Faure, l'université de Rennes 2, au sein de laquelle les organisations révolutionnaires disposaient d'un nombre important de militants, notamment la Ligue Communiste et Rennes Révolutionnaire, était déjà à l'époque une des universités françaises les plus populaires.

différentes, exprimant chacune à sa manière un volontarisme politique manifeste. Ainsi, les militants de Rennes-Révolutionnaire, tous étudiants alors, apparaissent avoir renoué, dès 1971, avec la pratique de l'établissement, de l'embauche volontaire dans certains secteurs d'activité à Rennes, consentant par là même à une mobilité sociale descendante, fût-elle temporaire. La section rennaise de la Ligue Communiste s'efforçait, quant à elle, d'appliquer la stratégie de construction du parti révolutionnaire de la périphérie au centre intitulée « Dialectique des Secteurs d'Intervention »²⁸, décidée majoritairement lors du congrès de fondation de l'organisation trotskiste en avril 1969²⁹. Consacrant le fait selon lequel le « travail ouvrier » était considéré comme l'axe d'intervention prioritaire pour les militants trotskistes, elle consistait à penser la nécessaire articulation, interaction entre les principaux secteurs d'intervention. Aussi un des enjeux était de parvenir, en s'appuyant sur le milieu d'implantation originaire, en l'occurrence la jeunesse scolarisée, à rentrer physiquement en contact avec la classe ouvrière et ce tout en intervenant de l'extérieur. Pour la majorité des militants rennais de la Ligue Communiste, l'objectif principal fut pendant plusieurs années la conquête politique de l'entreprise Citroën³⁰, principale concentration ouvrière située dans l'agglomération rennaise et alors chasse gardée de la Confédération Française du Travail (CFT), « syndicat jaune », militant pour le maintien continu de l'ordre usinier à Citroën. Quant aux militants de l'Humanité Rouge, ils semblaient avoir privilégié, pour développer leur implantation au sein des classes populaires, l'investissement dans la vie de quartier par la médiation de structures associatives, telle l'Association des Résidents de Villejean, sur le modèle du PCF. Malheureusement pour notre projet de communication initial, le croisement des sources historiques, rendu possible grâce à la sollicitation de la mémoire d'acteurs-témoins, c'est-à-dire d'anciens militants de ces organisations révolutionnaires, a invalidé très largement, trop largement pourrait-on dire, les postulats à partir desquels nous comptions au départ construire notre analyse. En effet, ce que nous pensions être au départ des stratégies organisationnelles de développement et de prolétarianisation de l'organisation, autrement dit des tactiques qui auraient été pensées ainsi, débattues et actées en dernière analyse par l'organisation, en tant que sujet collectif, avant d'être mises en œuvre par les militants, se sont révélées ne pas correspondre à la réalité passée. De ce point de vue, le recours aux témoignages d'anciens militants s'est révélé salutaire. Il nous a évité d'écrire des contre-vérités historiques, prouvant une fois de plus que l'histoire de toute période, au sens de connaissance méthodique du passé tel qu'il s'est le plus probablement passé, ne peut s'écrire rigoureusement sans qu'il soit procédé à une confrontation, à une comparaison, à un croisement des sources pratiquement disponibles.

Après avoir apporté quelques précisions au sujet des archives des Renseignements Généraux d'Ille-et-Vilaine que nous avons été amenés à utiliser, nous présenterons successivement ce qui nous est de prime abord apparu comme des solutions originales apportées par ces trois organisations, Ligue Communiste, Humanité Rouge-Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, Rennes-Révolutionnaire, au problème de l'extériorité des organisations révolutionnaires à l'égard de classe ouvrière à l'échelle de Rennes, avant de montrer que la confrontation des sources écrites avec les témoignages d'anciens militants nous ont obligé à revenir sur certaines de nos hypothèses initiales.

Les Renseignements Généraux au service de la lutte contre les groupes révolutionnaires

²⁸ Débats et résolutions du 1er congrès de la Ligue Communiste, cahiers « rouges », documents de formation communiste n°10-11, 1969.

²⁹ La Ligue Communiste, section française du Secrétariat Unifiée de la Quatrième Internationale, résulte essentiellement d'une fusion organique entre l'ex Parti Communiste Internationaliste et l'ex Jeunesse Communiste Révolutionnaire, toutes deux dissoutes, sans compter les nouveaux militants investis dans les Comités Rouge qui virent le jour à partir de la rentrée de septembre 1968 lors du lancement de ce qui deviendra l'organe de presse de la Ligue Communiste, puis de la Ligue Communiste Révolutionnaire pendant 40 ans.

³⁰ Fanny Gallot, *L'intervention de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire à Renault Cléon de 1968 à 1991*, Université de Rouen, Mémoire de Master 1 et 2, octobre 2006, sous la direction d'Olivier Feiertag.

Il convient d'apporter dans un premier temps quelques éléments visant à contextualiser ces archives policières qui nous ont permis de mettre en lumière ce que nous avons spontanément assimilé, à tort rétrospectivement, à trois stratégies organisationnelles visant à prolétarianiser l'organisation, à améliorer son implantation au sein de la classe-sujet.

Les documents auxquels nous avons pu avoir accès peuvent au premier chef rappeler la réalité et l'ampleur d'une activité de fichage intense, régulière et plus d'une fois peu embarrassée du respect de la légalité. Ces documents viennent rappeler ce que fut le ministère Marcellin en particulier entre 1968 et 1974. Arrivé Place Beauvau le 31 mai 1968, après le remaniement ministériel décidé par le Général de Gaulle à la suite de son allocution télévisée, au cours de laquelle il annonça notamment la dissolution de l'Assemblée nationale dans l'espoir de voir les partis ouvriers majoritaires et les organisations syndicales traditionnelles se rallier à sa solution institutionnelle de sortie de crise, Raymond Marcellin considéra d'emblée que, loin d'être spontanés, les mouvements de grèves exceptionnels et les contestations estudiantines des mois de mai et juin 1968 étaient la conséquence directe d'un complot politique orchestré depuis l'étranger (Cuba, La Chine), et cela dans le but délibéré de déstabiliser les institutions établies d'un pays capitaliste avancé, rattaché à l'Alliance Atlantique, dans un contexte international toujours marqué par la Guerre froide, même à l'heure de la « coexistence pacifique ». Ainsi, selon lui, les organisations révolutionnaires présentes en France, agissant pour le compte de la « subversion internationale », avaient été l'élément déclencheur des événements de mai-juin 68 et cela en multipliant les provocations dans les universités et en dehors jusqu'à ce que la répression policière contre la jeunesse intellectuelle radicalisée, devenue de plus en plus brutale, retourne une partie de l'opinion publique et suscite des grèves et des manifestations de solidarité d'ampleur de la part du mouvement ouvrier organisé, le 13 mai 1968. Or, cette journée de grève nationale contre la répression d'état, à l'appel de toutes les organisations syndicales, précéda le déclenchement des premières grèves d'usines, à partir du 14 mai 1968, qui conduisirent à la paralysie du pays tout entier en l'espace d'une semaine à peine avec plus de 7 millions de travailleurs cessant à un moment donné leur travail. Cette stratégie de la tension mise en œuvre par ces différents groupements avait donc parfaitement fonctionné aux yeux de Raymond Marcelin³¹.

Persuadé que la plus grande grève de l'histoire sociale française et européenne aurait pu être évitée si l'État avait effectivement pris à temps toute la mesure du potentiel subversif de ces différents groupements, même dans leur état de groupuscule, Raymond Marcellin, redoutant qu'une nouvelle explosion sociale de grande ampleur n'ait lieu en France dans les mois et les années à venir, décida de prendre les mesures nécessaires pour améliorer et renforcer la surveillance de toutes les formes d'action subversive susceptibles de s'inscrire dans la perspective des événements de Mai et Juin 1968. Aussi, une fois onze organisations révolutionnaires dissoutes par le décret datant du 12 juin 1968, furent mises en place, dès la fin du mois de juin 1968, de nouvelles structures de surveillances à compétences régionales : les groupes de liaison et d'information sur les mouvements révolutionnaires devant permettre aux différents services concernés par la lutte contre les menées subversives de groupements de travailler en étroite collaboration de façon continue. Les groupements dits « gauchistes » demeurèrent, ainsi, une obsession politique pour le ministre de l'Intérieur, « Raymond la matraque », comme le qualifièrent les militants révolutionnaires, tout au long du mandat de Georges Pompidou.

La Ligue Communiste à l'assaut de la « citadelle Citroën »

Un rapport d'activité de l'organisation trotskiste datant de 1970 souligna combien « *Le secteur jeunesse scolarisée est anormalement développé sur Rennes* ». La physionomie de la section rennaise de la Ligue Communiste fut en quelque sorte le miroir de cette réalité sociale locale se caractérisant d'abord par le poids démographique de la jeunesse scolarisée. Aussi à quelque exceptions prêt tous les militants trotskistes rennais ont entre 18 et 25 ans et la très grande majorité

³¹ Raymond Marcellin, *L'ordre public et les groupes révolutionnaires*, Paris, Éditions Plon, 1968.

d'entre eux sont encore en études. De ce point de vue, la section rennais apparaît au cours de ces années post-68 comme particulièrement représentative de l'organisation nationale qui se caractérise, elle aussi, en premier lieu par la grande jeunesse de ses militants, par ses liens avec le milieu étudiant, mais également lycéen. Ainsi, en 1970, le sommet de la pyramide d'âge de la Ligue Communiste à l'échelle nationale se situe à 22 ans, la moyenne d'âge autour de 23 ans avec quelques cas seulement au-dessus de 30 ans, tandis que 60% de l'organisation appartient à la jeunesse scolarisée, c'est-à-dire la majorité absolue de l'organisation³².

L'importante implantation dans les lycées rennais fait que la section rennais de la Ligue Communiste, en ce début des années 1970, est en capacité, par de courtes mais intenses campagnes d'agitation, de remettre en cause rapidement la normalité quotidienne dans les établissements du secondaire. L'événement, qui joue le rôle d'accélérateur en matière d'implantation dans les lycées, est « l'affaire Guiot »³³ en février 1971. La Ligue parvient à capitaliser sur ce mouvement victorieux en recrutant plusieurs dizaines de lycéens dans les « comités rouges ». Ces derniers, véritables antichambres de l'organisation, ont pour finalité de rassembler les sympathisants actifs qui sont censés dans ce cadre faire ou parfaire leur formation théorique et pratique, en un mot faire leurs preuves pour ensuite demander à pouvoir être titularisés, autrement dit accéder au rang de militants de plein exercice avec notamment l'obtention du droit de vote au sein de l'organisation.

A la rentrée suivante, en septembre 1971, le secteur lycéen de la LC compte plus d'une centaine de sympathisants dans les comités rouges. Désormais, la Ligue est présente quotidiennement dans la plupart des lycées à Rennes : Bréquigny, Émile-Zola, Jean-Macé et principalement au lycée Île-de-France qui assume le rôle de fer de lance des mobilisations lycéennes à Rennes.

« On devait avoir une trentaine de lycéens dans l'établissement dans le comité rouge, ce qui était énorme. Ce qui donnait une force de frappe assez incroyable. Quand on voulait lancer quelque chose, on le lançait là »³⁴.

Cette capacité de mobilisation dans les années 1969-1973, véritable âge d'or de la Ligue Communiste à Rennes, est rappelé à nouveau par les Renseignements Généraux dans un rapport daté de mars 1975 :

« La LC s'est affirmée comme l'organisation révolutionnaire la plus importante de ces dernières années à Rennes. Ses structures, son homogénéité, ainsi que la discipline de ses militants, ont contribué à en faire la seule organisation capable d'orchestrer des mobilisations relativement importantes »³⁵.

Cette force propulsive, cette capacité à peser sur le cours des luttes, à mobiliser rapidement ses réseaux de sympathisants, à intervenir dans différentes luttes simultanément, ont été remarquées, entre autres, à l'occasion d'une mobilisation locale sur le lycée des « Trois Croix » en 1971, lors d'un conseil de discipline au lycée Chateaubriand, sur la lutte contre la loi Debré au printemps 1973. Ce sont aussi deux militants de la LC qui font partie des leaders de la grève des étudiants en médecine à Rennes en 1973 contre les conséquences pour les soignés et les soignants du sous-équipement hospitalier en Bretagne et qui, en dépit d'une implantation modeste, permettent à la

³² Daniel Bensaid, bulletin intérieur, 1970 *a priori*.

³³ En février 1971, Gilles Guiot, est arrêté alors qu'il sortait du lycée au moment d'une manifestation. Sa condamnation en flagrant délit déclenche un mouvement national de protestation. C'est la première mobilisation lycéenne d'envergure après les événements de mai 1968. Le principe de "coordination" est inventé à cette occasion : chaque lycée en grève se réunit en AG, chaque AG élit des délégués, qui se réunissent avec ceux des autres lycées. Après deux journées de manifestations à Paris et dans les grosses villes de province et un sit-in boulevard Saint-Michel au moment du procès en appel, Gilles Guiot est libéré le 19 février 1971. La Ligue Communiste, alors bien implantée dans les lycées, et qui renforça sa présence grâce à cette mobilisation aussi brève qu'intense, fut l'organisation révolutionnaire qui dirigea le mouvement à l'échelle nationale, comme à Rennes.

³⁴ Entretien avec Claude Tible, ex-militant de la Ligue Communiste, 24 mars 2014.

³⁵ AD 35, 508W3, note du service régional des Renseignements généraux, « Les partis politiques en Ille-et-Vilaine », octobre 1975.

Ligue Communiste de ne pas laisser le champ libre aux militants d'Humanité Rouge-PCMLF, très bien implantés à la fac de médecine, et de pouvoir réellement peser tout au long de ce mouvement historique qui dura de la fin janvier à début mai.

Dans les années 68, la section rennais de la Ligue Communiste se caractérise donc d'abord, comme nous venons de le voir, par la jeunesse de la grande majorité de ses militants, par son implantation et son influence dans la jeunesse scolarisée rennais, mais également parallèlement par l'absence de liens organiques solides et durables avec la classe ouvrière locale au sens large du terme dans la perspective de la construction du parti révolutionnaire.

Pourtant, la construction d'un tel parti demeure l'impératif de la période, comme ne manquèrent pas de le souligner trois cadres de la section dans le cadre d'une proposition d'orientation en vue du congrès de ville datant d'octobre 1972 :

« Nous construisons une section de la Ligue à Rennes parce que Rennes peut jouer un certain rôle dans la lutte des classes sur le plan régional et le plan national, parce que dans le cadre de l'affrontement entre classes, il est indispensable qu'un parti révolutionnaire existe dans la région et dans la ville pour orienter les luttes et contribuer au développement du processus révolutionnaire global »³⁶.

La construction du parti révolutionnaire véritablement implanté dans la classe ouvrière, c'est-à-dire la construction du « facteur subjectif » qui a manqué en 1968, est considérée avec d'autant plus de nécessité que la majorité de l'organisation estime qu'une crise révolutionnaire est susceptible d'advenir dans un futur proche en France, Mai 68 étant assimilé à 1905 en Russie, c'est-à-dire à une répétition générale. Aussi existe-il un véritable sentiment d'urgence chez de nombreux militants de la Ligue Communiste à ce moment-là à Rennes, comme ailleurs en France. Le temps est compté. L'enjeu de la période est d'être suffisamment prêt, c'est-à-dire être suffisamment implanté dans la classe ouvrière. lorsque la nouvelle crise révolutionnaire explosera en France et par là-même pouvoir peser véritablement, au niveau local comme au niveau national, sur le cours des événements. Le tout est de ne pas laisser les directions des partis réformistes, et en premier lieu le PCF, condamner une fois de plus la mobilisation exceptionnelle des masses à « l'impasse électoraliste » comme en juin 1968 en refusant d'inscrire à l'ordre du jour la conquête révolutionnaire du pouvoir : « Il s'agit pour nous dans la situation actuelle d'être capable d'influer sur le cours des événements et donc de prendre nos responsabilités, autrement dit « être prêts » au moment où la crise pré-révolutionnaire éclatera »³⁷.

Soucieuse de ne pas se laisser enfermer dans le secteur de la jeunesse scolarisée, de ne plus être, comme cela avait le cas avec l'ex JCR, une simple organisation de jeunesse, la section rennais de la Ligue Communiste souhaita s'implanter dans ce que les militants rennais désignèrent sous le terme englobant de « classe ouvrière locale ». Elle considérait, à l'instar de l'usine Renault au Mans, que l'entreprise Citroën sur le lieu dit de la Janais³⁸ était l'une des places fortes du capitalisme en France et que de ce fait son contrôle politique par les militants révolutionnaires était absolument indispensable dans la perspective d'une crise révolutionnaire. Elle jugeait également que son conservatisme interne était en grande partie responsable de l'atonie sociale générale au sein de l'ensemble rennais, bref qu'il était le verrou à faire sauter pour rendre possible un épanouissement des luttes à l'échelle locale. Les militants de Ligue de Rennes essayèrent pendant plusieurs années de travailler au corps cette « forteresse » depuis l'extérieur, en s'appuyant sur son secteur privilégié, celui de la jeunesse scolarisée. Aussi une majorité de militants, lors du congrès local d'octobre 1972, décida même de faire de l'intervention sur Citroën l'axe stratégique principal de la section rennais de la Ligue dans la perspective de se développer organiquement :

³⁶ AD 35, 50 J, fonds Thouroude, proposition d'orientation pour la section rennais de la Ligue Communiste, congrès local d'octobre 1972.

³⁷ *Idem*.

³⁸ Ramadier Phillipe, *Étude sur l'implantation de Citroën Rennes - La Janais*, Maîtrise, Rennes 2, 1992, sous la direction de Jacqueline Sainclivier.

« L'axe Citroën représente l'enjeu concret de notre bataille pour la conquête d'une implantation et d'une audience de masse. C'est l'outil qui doit permettre la jonction avec les masses. Là réside notre seule perspective de regrouper autour de nous, y compris dans le cadre d'un travail syndical, les militants de l'Avant-garde à caractère de masse. Là se trouve la seule voie qui nous permettra de construire notre organisation tout en permettant une évolution favorable du rapport de forces et en nous préparant à des tâches décisives »³⁹.

Citroën aurait, selon eux, le mérite incomparable d'illustrer, de révéler « l'ensemble des formes d'exploitation et d'oppression de l'état capitaliste et l'incapacité du mouvement ouvrier organisé local face aux méthodes d'un patronat de choc »⁴⁰.

Décidée à partir à l'assaut de cette « citadelle », d'en faire d'une certaine façon le siège, la section rennaise de la Ligue Communiste décida de s'inspirer des distributions de tracts, qu'on pourrait qualifier de pionnières, des militants de Rennes-Révolutionnaire en direction des ouvriers de Citroën. Celles-ci eurent lieu au cours de l'hiver 1971. Ayant fait le constat des dangers que comportaient de telles diffusions collectives pour l'intégrité physique des militants concernés, du fait du recours à une violence de la part des militants appartenant au syndicat maison, la CFT, violemment anticommuniste et partisane d'une étroite collaboration au sein de l'entreprise entre les salariés et la direction, la Ligue Communiste décida de prendre le maximum de précautions. Ainsi, elle anticipa une probable intervention musclée de la part de la maîtrise, colonne vertébrale de la CFT, comme cela avait été le cas le 11 février 1971 contre les militants de Rennes-Révolutionnaire. En effet, non contente d'avoir pacifié totalement l'intérieur de l'entreprise en marginalisant à l'extrême, en l'espace de quelques années seulement dans les années 1960, les syndicats ouvriers traditionnels (CGT et CFDT) qui n'avaient plus le droit de cité au sein de l'entreprise, la CFT considérait que la venue inopinée d'éléments extérieurs aux abords de l'entreprise, dans le but de diffuser une propagande jugée subversive, constituait une provocation intolérable. Les salariés membres de la CFT cherchaient à préserver ce qui était perçu comme leur bastion d'une quelconque influence « gauchiste ». Cette influence était susceptible de générer des troubles au sein de la communauté de travail et de remettre en cause « l'ordre usinier »⁴¹ dont ils se voulaient les gardiens. Aussi, ayant conscience du caractère risqué de telles opérations, la LC ne se rendit pas sur les lieux sans un encadrement important. Un service d'ordre fut organisé pour sécuriser le plus possible la diffusion de tracts avec le concours d'une trentaine de militants parisiens descendus exprès pour cette grande première. Les militants de la Ligue, au nombre de soixante-dix, casqués et en possession d'armes par destination, essentiellement des barres de fers, se rendirent sur place, espérant qu'une telle démonstration de force serait suffisante pour dissuader les militants de la CFT de tenter d'entraver la distribution de tracts à destination des ouvriers qui devait s'effectuer au moment du changement d'équipe. Les militants rennais étaient totalement soutenus par la direction nationale de la Ligue Communiste qui se disait prête à déclencher une campagne de solidarité en cas d'arrestations de militants au cours de l'opération de diffusion.

La première diffusion se déroulant sans incident notable, la Ligue se trouva confortée dans le choix qui avait été le sien d'imposer devant Citroën des diffusions de tracts, dont le contenu visait autant la direction que la CFT perçue comme son bras armé. Soucieux de ne plus dépendre de Paris et de la direction nationale pour continuer à mener à bien « l'opération Citroën », les militants rennais décidèrent de s'autonomiser en créant leur propre service d'ordre dans la perspective de nouvelles distributions aux abords de l'usine.

L'histoire ne se répéta pas et la distribution de tracts, datée du 13 mai 1971, engendra cette fois-ci, comme cela était redouté depuis le départ, une violente bagarre entre militants trotskistes et membres de la CFT. Celle-ci avait, cette fois-ci, souhaité riposter avec force à la présence indésirable des militants pour sans doute éviter que de mauvaises habitudes ne soient prises et que de telles distributions ne se ritualisent. Ce violent accrochage, au cours duquel trois militants de la Ligue Communiste furent interpellés par les forces de l'ordre arrivées sur les lieux pour ramener le

³⁹ *Idem.*

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ Xavier Vigna, *op.cit.*, p.37.

calme, aboutit à un procès deux années plus tard au mois de janvier 1973, après qu'une plainte eut été déposée par la direction de Citroën. Les trois militants inculpés furent reconnus coupables de « violences aggravées » et condamnés à des peines de prison avec sursis. Cet épisode mit un terme à ces « opérations commandos »⁴², qui furent assimilées rétrospectivement par les militants à un cours triomphaliste où l'optimisme militant quant aux potentialités de la période et l'activisme débridé s'entretenaient mutuellement.

Il faut souligner que ce « travail ouvrier », dans la forme qui fut le sien pour le cas de Citroën, ne fit jamais consensus au sein de la section locale et une minorité de l'organisation refusa d'ailleurs de prendre part à ce qu'elle considérait comme une « dérive ultra-volontariste », ne pouvant en dernière analyse qu'échouer. C'est ce qui ressort d'un entretien avec le principal fondateur de l'ex-JCR rennais, qui était, à ce moment-là, le plus vieux militant de la Ligue Communiste à Rennes :

« Moi, j'étais dans la minorité de la Ligue à l'époque qui était sceptique par rapport au caractère un peu militariste des choses et ouvrieriste. Ce n'était pas évident que même si on gagnait quelques victoires sur le plan « militaire », on gagne quand même une audience dans la boîte »⁴³.

Finalement, aussi spectaculaire fut-il, le « travail ouvrier » sur Citroën de la Ligue rennais eut des résultats nuls en terme de recrutement de nouveaux membres ouvriers pour la section locale et par là même pour la prolétarianisation de l'organisation, et cela contrairement à ce qui se passa au cours des mêmes années à Renaud-Sandouville, à proximité du Havre, où un travail similaire d'implantation volontariste fut déployé par les militants trotskistes⁴⁴ et obtint, lui, des résultats significatifs en terme de recrutements d'éléments ouvriers.

Ainsi, dans le monde du travail à Rennes dans les années 1968, l'implantation réelle de la Ligue Communiste demeura globalement cantonnée à l'hôpital psychiatrique et à la fonction publique, ce qui amena les militants rennais dans leurs débats au cours des congrès locaux successifs à déplorer conjointement la permanente extériorité de l'organisation à la « classe ouvrière locale », et leur incapacité, malgré leurs efforts soutenus, de se doter d'une assise ouvrière aussi conséquente que pérenne.

L'Humanité Rouge et l'engagement dans la « vie de quartier »

Bien que tout autant concernée par cette même densité étudiante au sein de son tissu militant (notamment au sein de la faculté de médecine de Rennes) et le problème du manque d'implantation dans les entreprises du secteur privé, l'Humanité Rouge (HR)-Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (PCMLF), alors clandestin,⁴⁵ ne donna ni dans l'établissement cher à Rennes-

⁴² Il apparaît que le recours à la violence physique pouvait être perçu comme un moyen pour forcer une situation en apparence bloquée. Lorsqu'elle décida d'entreprendre des actions en mode commando à Citroën en 1971 pour imposer à la CFT, maîtresse incontestée des lieux, des diffusions de tracts, ayant appris à la lumière des violences qu'avaient eues à subir les militants de Rennes Révolutionnaire au cours des mois précédents, la Ligue Communiste savait les risques qu'elle prenait en se rendant sur place. Elle décida donc de mettre sur pied un service d'ordre capable de sécuriser ce genre d'opération à haut risque. Le service d'ordre, c'était certes la volonté d'imposer aux militants de la CFT, maîtresse des lieux, une démonstration publique de ses forces et ressources militantes, mais d'abord et surtout une solution pragmatique pour rendre possible une diffusion de tracts dans une entreprise où les militants révolutionnaires n'étaient pas a priori les bienvenus. Le recours à la violence physique, si celui-ci doit avoir lieu en dernière instance, est donc d'abord envisagé dans une perspective défensive, de protection des militants. Il n'est cependant pas interdit de penser que ces mêmes militants, prenant part à ce type « d'opération commando », aient pu éprouver un plaisir réel à se mettre en scène collectivement en formant une « petite armée disciplinée et déterminée », à adopter cette attitude à la fois provocante et combative à l'égard de leurs « ennemis » et même aimer se battre physiquement lorsque le moment était venu de riposter aux charges des militants de la CFT.

⁴³ Entretien avec Jean-Yves Le Goff, ancien militant de la Ligue Communiste, fondateur de la JCR à Rennes en mai 1966, 5 février 2015.

⁴⁴ Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981). Instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Rennes, PUR, 2005.

⁴⁵ Le 12 juin 1968, au lendemain de nouveaux violents affrontements dans les rues de la capitale entre les forces de

Révolutionnaire, ni dans la démarche volontariste de la Ligue Communiste dans le cadre de l'opération Citroën. Ainsi, afin de résoudre son problème d'extériorité sociale à l'égard des classes populaires, ses militants refusèrent tout autant de renoncer volontairement à leur statut d'étudiant, d'enseignant ou de jeune médecin pour devenir, même temporairement, des ouvriers, que de recourir à un activisme débridé potentiellement violent. La lecture des archives des Renseignements Généraux nous a amené à émettre l'hypothèse selon laquelle l'organisation marxiste-léniniste avait eu comme stratégie originale l'investissement planifié dans la vie de quartier et plus particulièrement dans le quartier populaire de Villejean et cela par la médiation du monde associatif. En effet, il était notifié dans une source policière⁴⁶ datée de 1973 que plusieurs militants marxistes-léninistes étaient effectivement membres de l'Association des Résidents de Villejean. Nous avons donc pensé que le modèle de référence de l'Humanité Rouge avait été le PCF et ses innombrables cellules de quartier, et qu'en dépit de sa volonté de construire un nouveau parti communiste en totale rupture avec la ligne politique du PCF, qualifiée à la fois de parti « révisionniste », « bourgeois », « social-fasciste », il avait eu envie de l'imiter dans ce domaine en décidant que certains de ses militants iraient s'investir dans des structures associatives et participer à la vie de leur quartier⁴⁷, avec l'ambition de devenir à terme des personnalités locales reconnues et respectées par les habitants. Nous avons pensé que la présence de ces militants au sein de cette association pouvait être la conséquence directe d'une ligne politique officielle de l'organisation dans le but de renforcer son implantation au sein de la classe ouvrière. En effet, une fois contrôlées, ces associations auraient pu devenir autant de viviers de recrutement pour cette organisation marxiste-léniniste, à l'instar, sur une toute autre échelle, des organisations satellites de masses du PCF. Nous avons même fait l'hypothèse qu'il aurait été possible que le comité de parti au niveau local, ce qui faisait office de direction locale, ait pu décider que certains des militants de l'organisation aillent « s'établir » dans ce quartier populaire, autrement dit acceptent de se « transplanter », de se délocaliser dans un autre quartier que celui où ils résidaient initialement pour mettre en œuvre cette « ligne de masse », en partageant le quotidien de ceux et celles d'origine populaire qu'on voulait « servir » et en se rendant utile par le biais de l'engagement associatif. L'idée était bien de rentrer en contact avec les hommes et les femmes avec qui on partageait au quotidien un même territoire. Aussi ce quartier à forte mixité sociale, qu'était Villejean, était-il susceptible d'offrir un cadre spatial permettant aux militants révolutionnaires de se lier à des gens du peuple, « aux larges masses », tout en restant à la place relativement « privilégiée » qu'ils occupaient alors au sein de la société capitaliste en tant qu'étudiants, jeunes médecins ou enseignants, c'est-à-dire sans devoir assumer un déclassement

l'ordre et des milliers de jeunes gens, rejetant, aux cris d'« élections pièges à cons », « élections trahisons », le calendrier de sortie de crise proposé autoritairement par le Général De Gaulle, le 30 mai 1968, le couperet tomba. Le Président de la République, désireux de voir le pays rapidement pacifié et remis au travail après plus de dix jours de paralysie, décida par décret que soit prononcée la dissolution de onze organisations dites « gauchistes ». Pour cela, il recourra notamment à la loi de janvier 1936 qui avait permis à l'époque d'interdire les « ligues factieuses ». Parmi ces organisations révolutionnaires frappées d'interdiction, il y avait le Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (PCMLF), organisation marxiste-léniniste, fondée en décembre 1967, dans le prolongement du schisme sino-soviétique de 1963 au sein du Mouvement Communiste International et ayant pour ambition d'édifier, au travers son seul développement organique, un nouveau parti communiste prolétarien et par là même réussir à arracher la classe ouvrière à l'influence du « révisionnisme moderne » incarné par le PCF passé, à selon lui, définitivement du côté de la bourgeoisie et de la contre-révolution. Mais contrairement aux autres organisations dites « gauchistes », dissoutes par ce même décret, qui soit cessèrent toutes activités (Mouvement du 22 mars), soit se reconstituèrent dans les mois suivants sous d'autres dénominations (la Jeunesse Communiste Révolutionnaire et le Parti Communiste Internationaliste fusionnèrent et devinrent en avril 1969 la Ligue Communiste, Voie Ouvrière pris dès le mois de juin 1968 le nom de Lutte Ouvrière, tandis que l'Organisation Communiste Internationaliste pris temporairement le nom d'Organisation Trotskiste...), la direction du PCMLF refusant, quant à elle, de renoncer à s'appeler PCMLF et de créer une organisation révolutionnaire légale sous une autre appellation, maintint ainsi, dans la clandestinité, l'essentiel de ses activités politiques et cela jusqu'en 1978, soit pendant une décennie. L'Humanité Rouge, organe de presse hebdomadaire, puis quotidien à partir de 1975, fut en quelque sorte sa vitrine légale pendant ces années de clandestinité revendiquées publiquement.

⁴⁶ AD 35, 508W110, note du service régional des Renseignements généraux, PCMLF Humanité Rouge, 1968-1978.

⁴⁷ Voir sur ce sujet Annie Kriegel, *Les Communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 ; Julien Mischi, *Servir la classe ouvrière. Sociabilité militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010.

social, même temporaire, comme cela aurait été le cas avec la constitution de groupes d'établissement.

Dans ce cadre de vie partagé qu'est l'espace du quartier, les militants auraient essayé de « servir le peuple » à travers leur engagement au sein d'associations incontournables dans la vie de quartier. En retour de ces services rendus, et de la démonstration faite de leur utilité sociale au sein du quartier, ils auraient pu espérer voir leur influence politique s'élargir auprès des populations présentes, créant par là-même un terreau favorable au recrutement de travailleurs imperméables en temps ordinaire à leur discours. Cet investissement régulier au sein des associations aurait relevé d'une sorte de « propagande par le fait ». Le « travail de quartier » aurait ainsi, sinon remplacé, en tout cas largement complété « le travail ouvrier » traditionnel, c'est-à-dire l'intervention en direction des entreprises et des salariés. On aurait eu une sorte de « dialectique des espaces d'intervention » avec une complémentarité étroite entre le monde du travail et celui des quartiers populaires.

Cet investissement réel des militants d'Humanité Rouge dans la vie de quartier au cours des années 1968 se concrétisa, notamment, à travers « l'Association des Résidents de Villejean » (ARV) où l'un des principaux responsables de la structure associative ne fut autre que l'un des principaux cadres de l'Humanité Rouge à Rennes, membre de la direction locale. Véritable cheville ouvrière du journal de quartier « Vivre à Villejean ? »⁴⁸, il fut chargé à la fois de la préparation, mise en page, correction, organisation de la distribution par un réseau de bénévoles. Celui-ci témoigna de son expérience d'animateur associatif en ces termes :

« On était connu et reconnu en un sens dans le quartier. En mars 1974, il y a dans le quartier, c'était la première et la dernière fois, une manifestation de rue donc sur la question du chauffage. 500 personnes en gros, ce qui est pas mal pour une manifestation de quartier. Donc, le défilé va jusqu'à la chaufferie, prise de parole devant la chaufferie. Et qui est-ce qui prend la parole au nom du comité de coordination, de l'Association des Résidents de Villejean qui gérait tout ça ? C'est le Mao de service. C'est moi. Je travaillais plutôt au sein de l'association. La priorité, c'était de développer ce qu'on appelait l'action de masse. Il se trouve que dans l'Association des Résidents de Villejean, je m'occupais aussi particulièrement du journal de l'association. C'était un journal de quartier qui paraissait tous les deux mois. On peut appeler ça du noyautage, c'est moi qui contrôlais le journal. C'est le genre de boulot que je faisais. Ce journal était diffusé gratuitement dans toutes les boîtes aux lettres du quartier. On le tirait à 6000. Les gens l'attendaient. Lorsqu'il y avait un retard, les gens le faisaient remarquer. Il y en avait six dans l'année »⁴⁹.

Les militants marxistes-léninistes étaient au nombre de quatre au sein de l'association. Une autre militante, alors étudiante en médecine et habitante à Villejean, s'investit au sein de « l'Association Populaire Familiale » dans le but de faire profiter les femmes du quartier de son savoir, aussi bien théorique que pratique, sur des questions aussi fondamentales que les méthodes anticonceptionnelles et les pratiques abortives. Enfin, une cellule de quartier exista bien à Villejean et rassembla jusqu'à cinq militants. Contrairement aux autres cellules présentes à l'échelle de la ville, celle-ci s'inscrivait dans un territoire donné, dans un cadre spatial, sans être rattachée à un secteur d'activité particulier comme ce fut le cas pour les cellules d'entreprises.

Mais ce que nous pensions au départ être le résultat d'une tactique originale d'implantation dans ce quartier populaire rennais, qui aurait été à un moment donné décidée et mise en œuvre par la direction locale de l'Humanité Rouge, afin d'aider à la transformation de la sociologie militante de l'organisation dans un sens prolétarien s'est révélée n'être en réalité que le fruit de la contingence, de la chance généreuse pourrait-on dire. Un entretien avec l'ancien cadre d'HR, membre de l'ARV et responsable du journal de celle-ci, nous a permis de revenir sur la mauvaise interprétation que nous avons faite spontanément à la seule lecture des archives des Renseignements Généraux et par là-même de comprendre, cette fois-ci correctement, la raison de la présence de militants marxistes-léninistes au sein de ces associations dans le quartier de Villejean.

⁴⁸ Le premier numéro est tiré en mai 1970.

⁴⁹ Entretien avec Jean-Claude Le Floch le 24 avril 2014.

En réalité, cet ancien cadre-militant nous a affirmé que, loin d'en avoir fait à un moment donné un objectif politique, une ligne de travail fondamentale et prioritaire, comme cela avait été le cas pour « l'axe Citroën » avec la Ligue Communiste, et ce dans la perspective d'améliorer le caractère de classe de l'organisation, la section rennais de l'Humanité Rouge s'est retrouvée, si l'on peut dire, avec une implantation associative malgré elle. En effet, c'est en réalité l'adhésion à l'organisation de personnes déjà investies, depuis un certain temps, dans le monde associatif qui lui a permis, en dernière analyse, de disposer de cette fameuse assise lui permettant de se distinguer des autres mouvements dans le champ politique radical rennais. C'est ce que nous affirma l'ancien responsable de l'ASR, qui était, outre enseignant de philosophie, un militant associatif depuis plusieurs années, avant qu'il intègre officiellement l'organisation marxiste-léniniste en 1972 à l'âge de 31 ans, faisant de lui un des membres les plus vieux de l'organisation : « On était 3-4 dans l'ASR principalement. C'était une situation acquise pourrait-on dire. Les militants étaient déjà branchés sur la vie de quartier, comme moi avant d'adhérer à HR »⁵⁰. Dès lors, fort de ces remarques qui eurent pour conséquence première d'invalider nos hypothèses de départ, il est possible de parler à ce sujet « d'effet d'aubaine » pour l'organisation marxiste-léniniste, qui se retrouva grâce au jeu aléatoire des adhésions tenante d'une implantation dans le monde associatif; implantation qu'elle n'avait pas eu jusque-là et, c'est fondamental pour notre propos, qu'elle ne cherchait pas d'elle-même à acquérir au travers d'un plan d'intervention préétabli. C'est ce que l'ancien cadre militant nous déclara lui-même : « On lui a apporté cette présence dans les associations sur un plateau. La direction n'allait quand même pas cracher dessus »⁵¹. L'organisation, en tant que sujet collectif, n'a fait que profiter opportunément de l'apport de « capitaux » par ces nouveaux militants.

Dès lors, de la même façon, contrairement à ce que nous avons posé comme hypothèse de départ, jamais la direction locale n'a souhaité entreprendre une quelconque démarche volontariste d'établissement de militants dans ce quartier populaire de Rennes. Autrement dit, il n'a été demandé par la direction locale à aucun militant de déménager pour aller renforcer la présence de l'organisation dans tel ou tel quartier de la ville. Le principe de libre installation des militants a toujours prévalu. Il n'y a pas eu au sein de l'Humanité Rouge de politique comparable à celle mise en œuvre une décennie plus tard, à une plus grande échelle, par la Ligue Communiste Révolutionnaire à partir de son 4ème congrès de 1980. En effet, au cours de celui-ci, une importante majorité de congressistes avalisèrent, dans le cadre du fameux « tournant vers l'industrie » décidé à l'échelle du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale⁵², le principe d'un plan visant à renforcer les effectifs de l'organisation dans les régions industrielles jugées clés (Marseille, Lille, Lyon) dans la perspective d'une très probable radicalisation politique de la classe ouvrière industrielle à l'heure de la récession mondiale et de la contre-révolution néolibérale, et cela en demandant aux militants volontaires de quitter leur région de résidence pour aller renforcer l'assise de l'organisation trotskiste dans ces trois régions désignées comme prioritaires. Ainsi, au même titre qu'ils étaient déjà militants associatifs avant de devenir militants révolutionnaires, ces militants marxistes-léninistes étaient déjà présents à Villejean lorsqu'ils vinrent à s'organiser politiquement : « Moi, j'habitais à Villejean. Je suis un villejanais de toujours. On était plusieurs militants d'HR déjà présents, c'est-à-dire qu'on était présents à Villejean avant même d'être militants à HR »⁵³. De cette assise associative à Villejean, comme nous l'avons déjà précisé, une cellule de quartier naquit à partir de 1972.

Forte de cette assise associative, obtenue sans efforts pourrait-on dire, et de cette présence militante dans un des plus importants quartiers populaires de la ville, on aurait pu penser que la direction locale de l'Humanité Rouge décide d'investir dorénavant ce champ, considérant que ce qui existait alors à Villejean pouvait être reproduit; transposé ailleurs à Rennes. Il n'en fut rien. L'intervention dans les associations, dans le but de « servir le peuple » et d'améliorer les liens entre l'organisation et le mouvement réel des masses, et donc d'affermir sa nature de classe, ne devint une ligne de

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ *Idem.*

⁵² François Moreau, *Combats et débats de la Quatrième Internationale*, Québec, Éditions Vents d'Ouest, 1993.

⁵³ *Idem.*

principe. Aussi, tolérée par la direction locale parce qu'elle semblait donner des résultats et que surtout c'était le seul endroit où des militants de l'organisation jouissaient d'une réelle reconnaissance parmi la population pour le travail associatif régulier et important qu'ils accomplissaient, la « cellule de quartier » de Villejean demeura, en tant que structure de base de l'organisation marxiste-léniniste, un cas unique dans l'ensemble rennais.

HR-PCMLF à Rennes continua à privilégier, et cela jusqu'à son auto-dissolution en janvier 1980, le travail traditionnel de propagande en direction des entreprises, les autres cellules existantes furent ainsi exclusivement des cellules dites d'entreprises (cellule pour Citroën, cellule SNCF, cellule hôpital composée d'étudiants en médecine et d'infirmiers, cellule SPLI (lingerie), cellule en direction des travailleurs immigrés), et ne parvint jamais, à l'instar des autres organisations révolutionnaires, à s'implanter conséquemment dans la classe ouvrière locale.

R-R ou traverser volontairement les barrières sociales pour se lier aux masses laborieuses

Créée le 15 octobre 1970, à la suite d'une scission majoritaire de l'Humanité Rouge locale⁵⁴, elle-même ayant rompu à ce moment-là avec l'organisation nationale, les militants de Rennes-Révolutionnaire, essentiellement étudiants et lycéens, ont semblé avoir accordé, dès le départ, une place centrale à la pénétration au sein du milieu ouvrier local. En effet, après une brève période activiste au cours duquel les militants de Rennes-Révolutionnaire(RR) s'affrontèrent physiquement à la CFT de Citroën au cours de distributions de tracts aux abords de l'entreprise reine de l'ensemble économique rennais, notamment le 11 février 1971⁵⁵, la lecture des archives des Renseignements Généraux semblait nous indiquer dans un premier temps que RR avait décidé d'entreprendre collectivement ce qu'il convient de nommer un « tournant ouvrier », un « tournant vers les entreprises » qui se concrétisa concrètement par une politique d'établissement⁵⁶ tel qu'il avait déjà pu en exister au sein de certaines organisations marxistes-léninistes avant 1968 et après⁵⁷ avec la Gauche Prolétarienne : « Les militants maoïstes de « Rennes-Révolutionnaire » donnent désormais la priorité aux tentatives de pénétration du milieu ouvrier »⁵⁸

Ces organisation marxistes-léninistes, avec cette ligne de masse qu'on pourrait résumer par le mot d'ordre « Et maintenant aux usines ! », souhaitaient que leurs jeunes militants, étudiants dans leur grande majorité, aillent s'embaucher, théoriquement sur la base du volontariat, dans les entreprises. Elles désiraient que leurs militants devenus des « transclasses » apprennent de la classe ouvrière, de ses conditions matérielles d'existence, au travail comme en dehors, en partageant pratiquement sa quotidienneté laborieuse et par là même deviennent de meilleurs militants révolutionnaires plus conscients des réalités sociales existantes. Elles souhaitaient également que ces militants aident à la propagation de la pensée de Mao en son sein pour qu'elle devienne une classe pour soi, participent activement aux luttes dans les entreprises en se mettant au service des ouvriers insubordonnés et, enfin, recrutent des ouvriers dorénavant « armés de la pensée de Mao », dans le but d'œuvrer à la transformation de la base de classe de leur organisation dans la perspective de créer à terme, à partir des noyaux ouvriers gagnés à l'idée communiste, un nouveau parti communiste au programme révolutionnaire et aux racines réellement prolétariennes. Comme organisation ayant eu recours à la méthode de l'établissement avant 1968, le cas de l'Union des Jeunes Communistes Marxistes Léninistes (UJCML) est évidemment incontournable. En effet, celle-ci décida, dès l'année 1967, que « des étudiants et des militants marxistes-léninistes non ouvriers aillent dans les usines de façon

⁵⁴ AD 35, 508W003, note du service des Renseignements Généraux, partis et mouvements politiques, « Les mouvements révolutionnaires en Ille-et-Vilaine », juillet 1972.

⁵⁵ *Idem*.

⁵⁶ Voir Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 2000.

⁵⁷ Robert Linhart, *L'Établi*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1978.

⁵⁸ AD 35, 508W127, note du service des Renseignements Généraux, Rennes-Révolutionnaires, 1970-1978.

organisée »⁵⁹ pour jouer le rôle indispensable de médiateur, d'entremetteur, d'intermédiaire entre la pensée de Mao et les larges masses, et par là-même assumer leur mission d'avant-garde éclairée et éclairante devant mettre fin « au divorce, entre l'avant-garde du mouvement ouvrier d'une part, les idées d'avant-garde du prolétariat (la pensée de Mao) de l'autre »⁶⁰. Sans le concours absolu des militants marxistes-léninistes, jeunes intellectuels le plus souvent, les ouvriers, par leurs seuls forces, ne pouvaient espérer accéder à une conscience politique de classe et constituer des noyaux communistes ayant vocation à diriger les luttes révolutionnaires à venir depuis les entreprises. D'où la nécessité impérieuse de constituer ce que l'UJCML baptisa sous le nom de «groupes d'établissement » rassemblant des militants ayant fait le choix politique « d'aller vivre parmi les masses, partager leur condition d'exploitation, travailler avec elles et se joindre à leurs luttes »⁶¹.

Pour le cas précis de l'UJCML, en ce qui concerne la politique d'établissement, nous avons bien affaire à une stratégie organisationnelle décidée par les instances dirigeantes, et si dans les textes il n'était pas question de contraindre les militants à s'embaucher, il n'en demeure pas moins que l'établissement fut considéré comme le travail principal à accomplir et que par voie de conséquence chaque militant de l'organisation devait se déterminer par rapport à cette ligne de principe définie en tant que telle par l'organisation.

Nous pensions qu'il en serait de même pour l'organisation marxiste-léniniste Rennes-Révolutionnaire. En effet, à partir de l'année 1971, les archives des Renseignements Généraux nous indiquent qu'un nombre certain de militants vont aller « s'établir » dans les centres productifs présents à l'échelle de Rennes. Nous avons pensé par déduction qu'un mot d'ordre général d'établissement avait été donné aux militants de R.R et que, même si le choix de s'établir ou pas leur était laissé en dernière instance, cette démarche était la résultante d'une méthode érigée en ligne organisationnelle par les cadres militants, ayant vocation à s'imposer à tous. Aussi étions-nous convaincus qu'ici, ce qui demeurait central en dernière analyse, c'était le développement de l'organisation et la transformation progressive de sa sociologie dans un sens plus prolétarien, et que par là même l'enjeu était bien de réussir à arracher l'organisation à son milieu étudiant d'origine et de la faire entrer de force, pourrait-on dire, par le biais de l'établissement, dans le monde du travail en demandant aux militants d'assumer ce qui peut s'apparenter ni plus ni moins à un véritable déclassement social volontaire. Les militants consentaient à changer de position dans la hiérarchie sociale, renonçaient à leur fonction sociale d'étudiant pour assumer dorénavant celle d'ouvriers. Les entreprises concernées furent respectivement : la Safen (entreprise de nettoyage), la CGCT, les imprimeries d'Oberthur, Pouteau (travaux publics et bâtiment), Marc Frère (entreprise de bâtiment). Pour être crédibles et se donner le maximum de chances d'être recruté dans ces entreprises, les militants de Rennes-Révolutionnaire, renonçant à poursuivre leurs études, durent le plus souvent mentir sur leur trajectoire sociale, ne pas dévoiler leurs diplômes du secondaire et/ou universitaires qui n'auraient pas manqué d'interpeller les directions des entreprises concernées, leur permettant d'en déduire la dimension politique qui sous-tendait cette volonté d'occuper des emplois ouvriers. Ces établissements furent qualifiés maladroitement d'«entrisme » par les Renseignements Généraux, qui ne manquèrent pas de suivre attentivement les militants de Rennes-Révolutionnaire dans ce que nous avons perçu comme une solution originale, bien que non inédite, apportée au problème de la distance sociale des organisations révolutionnaires à l'égard du salariat.

Deux entretiens effectués avec deux anciens cadres de l'organisation, nous ont permis de rendre intelligible cette démarche d'établissement, même si cela a conduit, une fois de plus, à infirmer nos postulats. Ce qui est fondamental, c'est de bien comprendre que Rennes-Révolutionnaire, contrairement aux autres organisations révolutionnaires de l'époque, qu'elles fussent d'orientation marxiste-révolutionnaire ou marxiste-léniniste, ne considérait pas Mai 68 comme le commencement, en tant qu'événement, d'un nouveau cycle politique se caractérisant par le sentiment d'imminence d'une révolution française et européenne. Aussi, aux yeux de ces militants,

⁵⁹ <http://archivescommunistes.chez-alice.fr/ujcml/ujcml6.html>, consulté le 8 mai 2015.

⁶⁰ *Idem.*

⁶¹ *Idem.*

la priorité de la période ne devait pas aller à la construction du parti révolutionnaire devant disposer d'importants liens organiques avec la classe ouvrière. Ni la crise révolutionnaire, ni la construction du parti n'étaient, selon eux, à l'ordre du jour :

« Nous avons toujours pensé que la question de la création d'un parti n'était pas à l'ordre du jour. Le bilan de l'URSS et de l'échec de la révolution culturelle chinoise devant être tiré préalablement à toute avancée de ce type, qui ne pourrait au demeurant émerger que sur la base de mouvements révolutionnaires de masse qui ne se profilaient pas vraiment à l'horizon. Toutes les publications, internes ou externes, de cette époque sont très précis sur ces différents points »⁶².

Les militants de Rennes-Révolutionnaire ne se percevaient ni comme le parti révolutionnaire déjà là, comme c'était le cas pour le PCMLF, ni même comme l'embryon du futur parti révolutionnaire, à l'instar de Lutte Ouvrière, de l'Organisation Communiste Internationaliste ou de la Ligue Communiste. Au fond, la question de l'organisation à proprement parler n'apparaît pas comme centrale dans le cadre réflexif des militants de Rennes-Révolutionnaire en ce début des années 1970. Le devenir de l'organisation, en tant que telle, ne constituait pas la finalité principale de ce mouvement vers l'établissement. Dès lors, il semble clair qu'un mouvement d'établissement engagé à ce moment-là ne saurait être interprété comme une démarche collective mise au service de l'organisation, que ce soit de son développement numérique « Nous n'avons jamais été obsédés par le fait d'intégrer des ouvrières et des ouvriers dans le groupuscule, et ceux qui y ont été intégrés l'ont été à leur demande et prudemment »⁶³, ou de l'amélioration de son caractère de classe. Aussi à la différence de l'UJCM avant 1968, il ne s'agissait pas ici d'une stratégie organisationnelle officielle : « La démarche n'était pas organisationnelle: aucun mot d'ordre d'établissement n'a été donné aux militants »⁶⁴. Ce qui justifiait une telle démarche qui ne fut jamais présentée comme une obligation s'imposant, bon gré mal gré, à chaque militant de la constellation Rennes Révolutionnaire, c'était bien la classe ouvrière en tant que telle, (celle se trouvant à l'échelle de Rennes en priorité étant donné que c'était le cadre de vie et donc d'intervention politique des militants de RR), et plus précisément la volonté d'aider celle-ci à s'organiser politiquement et collectivement sur ses lieux de travail, sans devoir s'en remettre à des professionnels de l'action syndicale :

« Le mot d'ordre qui s'est élaboré durant les trois premières années de RR/DR, jusqu'en 1973 ou 74, n'était pas de renforcer les cellules de DR, mais de tenter de former des "groupes rouges", c'est à dire des formes d'organisations politiques ouvrières et non syndicales »⁶⁵.

Outre les raisons personnelles propres à chaque individu qui ont pu motiver cette volonté de renoncer à un moment donné aux études au profit de l'embauche dans le secteur privé, ce qui motivait absolument les militants de RR, qui allaient s'établir, c'était d'abord, et cette expression revient inlassablement dans les entretiens, « servir le peuple »; ce qui revient ici à vouloir, outre avoir une connaissance qui ne soit pas purement livresque, mais bien intime des réalités ouvrières, aider concrètement les ouvriers à rompre avec l'isolement et à se lier entre eux directement sur les lieux de travail en leur proposant comme alternative organisationnelle aux syndicats et aux oligarchies syndicales qui les sous-tendaient, des structures politiques neuves, ces fameux « groupes rouges ». Au fond, ce sur quoi les anciens cadres ont souhaité insister, c'est sur le caractère pourrait-on dire « désintéressé » de cette démarche pour les militants concernés, au sens que ce n'était ni en première, ni en dernière analyse l'état de l'organisation qui en était le principal stimulant. Ce que révèle cette attitude collective « désintéressée » est que l'établissement dans les années 1968, loin d'être demeuré l'apanage des seules organisations révolutionnaires et d'un certain nombre de leurs

⁶² Entretien avec Christian Le Moëne ex militant de RR, 11 février 2015.

⁶³ *Idem.*

⁶⁴ *Idem.*

⁶⁵ *Idem.*

militants, a constitué en réalité un phénomène social original touchant également des jeunes gens qui, lorsqu'ils accomplirent cette mobilité sociale descendante volontaire n'étaient nullement affiliés à ce moment-là à une quelconque organisation politique et par là-même ne se conformaient pas à une injonction organisationnelle, agissant sur le modèle d'une Simone Weil⁶⁶ qui pendant deux ans avait renoncé à son statut d'enseignante, entre 1934 et 1935, pour aller s'établir. Pour cet ex-militant de RR, il est clair que « la question de liaison était dans l'air du temps et faisait sens, indépendamment des groupuscules »⁶⁷ et qu'ainsi bon nombre d'établissements se firent en solitaire, ou du moins de façon inorganisée, s'inscrivant dans un contexte socio-politique qui exprimait une volonté partagée de permettre des camaraderies a priori impossibles du fait du fonctionnalisme et de la sectorisation sociale qui le sous-tend⁶⁸.

Finalement, si le bilan de ce mouvement d'établissements fut qualifié de limité par les autorités policières⁶⁹, sous prétexte qu'il ne permit pas le recrutement massif de salariés, il n'en demeure pas moins que cette démarche permit aussi à RR une insertion dans le monde ouvrier, sans équivalent au regard des autres groupements présents sur le site rennais, qui donna la possibilité aux militants de pouvoir peser pratiquement sur le cours des conflits sociaux, dans les entreprises dans lesquelles ils avaient des militants, comme ce fut le cas lors de la grève à Pouteau, à la CGCT, et cela bien davantage que s'ils avaient cherché à intervenir depuis l'extérieur uniquement.

Conclusion

Ainsi, en dépit de la remise en cause de la plupart de nos postulats par les témoignages oraux, ce qui fut entrepris par l'Humanité Rouge et Rennes-Révolutionnaires ne pouvant être assimilé à des stratégies organisationnelles contrairement à ce que nous avions envisagé au départ, il n'en reste pas moins une réalité essentielle, qui nous aura servi d'une certaine façon de fil rouge dans notre développement : la centralité ouvrière, la centralité populaire existant dans le cadre d'interprétation des organisations révolutionnaires dans les années 1968, et qui témoigne de leur volonté politique de conquérir l'hégémonie culturelle dans le mouvement ouvrier organisé au détriment des partis ouvriers réformistes, assimilés aux gardiens intérimaires de l'ordre établi.

Les organisations révolutionnaires et leurs militants auront fait pendant ces années 1968 du « travail ouvrier », autrement dit de la recherche de connections, de jointures entre eux et les représentants de la classe ouvrière, leur activité, sinon exclusive, en tout cas principale. La classe ouvrière était, pourrait-on dire, leur obsession permanente, leur passion dévorante. Cette recherche constante de points de contacts, au travers de la mise en œuvre de stratégies organisationnelles ou de démarches collectives, est totalement révélatrice d'une période historique, aujourd'hui totalement révolue, où la conquête non seulement politique mais qui plus est, et c'est fondamental, organique de la classe ouvrière, était encore jugée par les militants révolutionnaires de toutes obédiences comme constituant le préalable nécessaire pour toute organisation ayant pour dessein d'aller occuper la maison du pouvoir dans le but de procéder à la liquidation des rapports sociaux de production capitalistes. Aujourd'hui, et c'est aussi le symptôme, sinon de la disparition sociologique⁷⁰, du moins de l'invisibilisation progressive du monde ouvrier en France dans l'espace public et politique depuis les années 1980 et le début de ce que Emmanuel Tood avait qualifié dans un de ses ouvrages de « contre-révolution industrielle »⁷¹, plus aucune organisation révolutionnaire, censée militer en faveur de l'émancipation intégrale du prolétariat des rapports sociaux de productions capitalistes, ne fait du « travail ouvrier » l'épine dorsale de son intervention politique dans la sphère partagée, à l'exception

⁶⁶ Simone Weil, *La Condition ouvrière*, Paris, Gallimard, 1951.

⁶⁷ Entretien avec Christian Le Moëne, ex-militant de RR, 11 février 2015

⁶⁸ Voir Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Paris, Complexe, 2005.

⁶⁹ « Son implantation en milieu ouvrier, obtenue par le procédé de l'établissement si elle est indéniable reste toutefois limitée » in AD 35, 508W3, Synthèse constituée par la Direction régionale des enseignements généraux : « Le courant maoïste en Bretagne : ses origines, son développement », avril 1975.

⁷⁰ Les ouvriers représentent encore, aujourd'hui en France en 2015, 25% des actifs.

⁷¹ Emmanuel Tood, *La Nouvelle France*, Paris, Éditions du Seuil 1988, p. 154.

notable de Lutte ouvrière, qui avec ses fameuses « feuilles de boîtes »⁷² poursuit inlassablement son patient et laborieux travail en direction des entreprises et des salariés. Les organisations, refusant de s'inscrire au sein du consensus capitaliste et défendant encore aujourd'hui un projet de transcendance sociale, semblent être devenues orpheline d'un sujet d'émancipation et au final ne sachant plus à qui s'adresser et sur quelles forces sociales s'appuyer pour tenter de changer, enfin, de société.

⁷² « Les feuilles de boîte » sont en réalité des bulletins d'entreprise. Dans chaque entreprise où Lutte Ouvrière est présente, autrement dit où elle a un ou plusieurs militants qui y travaille, un bulletin d'entreprise est distribué sous la forme d'une feuille ronéotée. Le recto est occupé par un éditorial qui porte le plus souvent sur l'actualité sociale ou politique en France. Il est a priori commun à tous les bulletins d'entreprise existants à l'échelle nationale. Le verso est quant à lui singulier, autrement dit, il porte sur les échos propres à l'entreprise (conditions de travail, problèmes avec la direction...). Ce travail laborieux a commencé à se mettre en place dans les années 1950 et il s'est poursuivi sans interruption jusqu'à nos jours.